



COP24 : communiqué 4

11 décembre 2018

Nouvelles peu réjouissantes du côté des négociations officielles. Heureusement, des associations font des propositions.

Ambiance sombre à la COP 24

Etats-Unis et Brésil veulent se retirer de l'Accord de Paris. Quant à la France, elle est bloquée par le mouvement des « gilets jaunes ». De nombreux pays regrettent que notre pays ait renoncé à la taxe carbone, et la secrétaire d'Etat, Brune Poirson, a du mal à convaincre que notre pays souhaite vraiment accélérer la transition écologique.

Lundi 10 décembre, quatre pays producteurs de pétrole (Arabie Saoudite, Koweït, Russie, Etats-Unis) ont refusé, contre tous les autres Etats, de « saluer » le rapport du GIEC ; ils ont préféré en « prendre note ». Selon le climatologue Jean Jouzel, « ils n'acceptent pas la conclusion principale du rapport, qui est de dire qu'il faut baisser très rapidement les émissions de CO2 ».

Pour l'instant, aucun des pays comptant parmi les plus grands pollueurs ne s'est engagé à renforcer sa lutte contre les changements climatiques.

Les moins riches sont les plus offrants...

Les peuples autochtones ont offert « indéfiniment » leurs connaissances traditionnelles pour suppléer aux limites de la science occidentale et éviter la destruction de la terre-mère.

Une Taxe sur les dommages climatiques (CDT)

Une coalition d'associations publie un rapport. Il s'agit d'appliquer le principe du « pollueur-payeur » : taxer les entreprises du secteur des combustibles fossiles pour chaque tonne extraite. L'argent collecté serait transmis par le Fonds vert pour le climat ; les recettes sont évaluées à 300 milliards de dollars par an.

Une partie des recettes de cette CDT pourrait être utilisée en cas de catastrophes (tempêtes, sécheresses, inondations...) pour les populations les plus vulnérables. Une autre partie serait attribuée aux pays où ont été extraits pétrole, charbon ou gaz afin de soutenir une transition équitable vers des énergies durables. Le fonds aiderait les travailleurs à s'orienter vers de nouveaux emplois et à recourir à des énergies et transports « décarbonés ».